



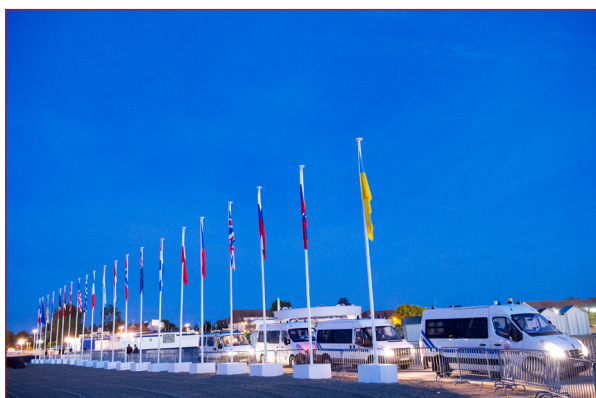
MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR



RETEX

COMMÉMORATIONS DU 70^e ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE

Retour d'expérience n° 2/2015





RETEX rédigé à l'attention des préfetures ainsi qu'à l'actualisation du Guide pratique de préparation et de gestion des grands événements

Renseignements concernant le RETEX

Contributeurs :

- **PRÉFECTURE DU CALVADOS (14)**

- Cabinet du préfet
- SIDSIC
- SIDPC
- membres de la C2P
- DDSP
- Gendarmerie nationale
- SDIS 14
- EMIAZDS Ouest
- SAMU
- ARS
- SRPJ
- SRRT
- Douane
- Centre interdépartemental de déminage de Caen
- DRRI
- DDTM

- **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

- DGGN
- DGPN
- DGSCGC

- **MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE**

- **MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES**

Éléments de contexte :

L'année 2014 a été une année particulièrement riche en événements d'envergure internationale pour la région Basse-Normandie :

- du 5 au juin 2014 : commémorations du 70^{ème} anniversaire du débarquement et de la bataille de la Normandie ;
- du 23 août au 7 septembre 2014 : jeux équestres mondiaux ;
- du 22 au 28 septembre, championnats du monde de kayak-polo.



Durant cette période, le département du Calvados et plus largement la région Basse-Normandie ont accueilli des visiteurs venus du monde entier. 800 000 personnes, dont plusieurs milliers de vétérans, ont été accueillies sur la période dans le seul département du Calvados qui a, de ce fait, vu sa population plus que doubler.

23 cérémonies officielles se sont déroulées dans les trois départements de la région (Calvados, Orne et Manche) dont 20 dans le seul département du Calvados. Plus de 50 000 personnes ont participé à ces commémorations, dont :

- 8 000 à la cérémonie internationale ;
- 8 000 à la cérémonie franco-américaine ;
- 5 000 à la cérémonie franco-britannique ;
- 4 000 à la cérémonie franco-canadienne.

Très largement ouvertes au public, ces cérémonies ont été marquées par le recueillement et l'émotion. A noter également la présence de 10 membres du gouvernement lors de 7 manifestations en amont ou en aval du 6 juin.



Parallèlement à ces cérémonies officielles, plus de 1 100 manifestations ont également été organisées sur la période dans la région Basse-Normandie, comme par exemple :

- l'embrasement de la côte le 5 juin au soir qui a réuni près de 100 000 personnes ;
- la démonstration offerte par la Patrouille de France à Arromanches le 7 juin qui a rassemblé 50 000 personnes ;
- le lâcher de 950 parachutistes à la Fièvre avec ses 70 000 spectateurs le 8 juin à proximité de Sainte-Mère-Église ;
- le défilé du "tattoo de la Liberté" dans le centre ville de Caen le 8 juin avec là encore 20 000 personnes qui y ont assisté.





Malgré l'affluence record des commémorations et manifestations, bien supérieures à celles des 50^{ème} et 60^{ème} anniversaires, celles-ci ont conservé leur caractère festif, populaire et familial.

La Basse-Normandie dans son entier s'est pleinement appropriée ce 70^{ème} anniversaire. Et ce, d'autant plus appropriée qu'un hommage national a été rendu aux populations civiles martyres de la Bataille de Normandie, dans le cadre d'une cérémonie nationale, présidée par le Président de la République, au Mémorial de Caen et à laquelle plus de 2 000 Normands ont participé.

La dimension politique a été particulièrement prégnante ; les objectifs fixés en matière d'organisation étaient donc à la hauteur des enjeux importants liés au caractère exceptionnel de ce type d'événement d'ampleur mondiale et devaient répondre à :



- une très haute exigence de qualité et de sécurité ;
- une large participation du public ;
- une rationalisation des moyens humains matériels, et financiers ;
- une excellence dans l'exécution.

Ce RETEX a pour vocation d'identifier les enseignements liés à l'organisation d'un événement de grande ampleur. Basé essentiellement sur le retour d'expérience réalisé par le préfet du Calvados, il s'appuie également sur les enseignements capitalisés par les services et ministères qui se sont pleinement impliqués dans l'organisation et la conduite des commémorations et qui ont très largement contribué à son immense réussite.



Dans un second temps, ce document servira de base de travail pour la réactualisation du guide pratique de préparation et de gestion des grands événements.



TABLE DES MATIÈRES

1	<u>RECOMMANDATIONS</u>	5
2	<u>ACTIONS</u>	7
3	<u>PLANIFICATION</u>	8
	<u>Organisation générale, coordination, pilotage</u>	8
	<u>Méthodologie de planification</u>	9
	<u>Organisation de la sécurité</u>	11
	<u>Organisation sanitaire</u>	14
	<u>Organisation de la gestion des flux</u>	16
4	<u>CONDUITE</u>	17
5	<u>FINANCEMENT-BUDGET</u>	20
	<u>CONTACTS</u>	21



1

SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Organisation & pilotage

- R1 :** mettre en place un comité de pilotage partagé État/collectivité territoriale.
- R2 :** coordonner la communication en identifiant un seul pilote pour l'État et les collectivités territoriales.
- R3 :** mettre en œuvre une cellule de planification préfectorale (C2P), s'appuyant sur une lettre de cadrage et d'une directive initiale de planification, qui désignera une « force menante » (en l'occurrence la DGGN pour le 70^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie).
- R4 :** identifier/créer un service centralisateur chargé spécifiquement des accréditations et du badgeage.
- R5 :** organiser impérativement un exercice en amont, mobilisant l'ensemble de la chaîne décisionnelle pour valider la conduite d'un événement, ainsi que les processus de management de l'information et de décision.
- R6 :** anticiper le passage de la phase de planification à la phase de conduite, en privilégiant une continuité dans les acteurs.

Planification

- R7 :** anticiper le lancement des travaux de planification environ un an et demi avant le début de l'événement et construire le rétro-planning correspondant.
- R8 :** les grandes thématiques à prendre en compte dans les travaux de planification (liste non exhaustive) :
- sécurité (sécurité intérieure, secours/santé) ;
 - réglementation ;
 - déplacement/mobilité /circulation ;
 - protocole ;
 - hébergement/tourisme ;
 - communication ;
 - économie /emploi ;
 - protocole.
- R9 :** adapter le dispositif de secours/santé aux spécificités des publics accueillis (ex. : personnes âgées dans le cadre du 70^{ème} anniversaire du Débarquement).



Acteurs & ressources

- R10 :** constituer bien en amont un vivier de volontaires, notamment au sein des 3 fonctions publiques, et les associer aux travaux du début de la planification à la phase de conduite.
- R11 :** associer impérativement l'autorité judiciaire aux travaux de planification en amont et à la conduite de l'événement pour une meilleure efficacité de l'action.
- R12 :** solliciter le soutien des administrations centrales pour l'accompagnement dans les travaux de planification (DGPN/UCGE, DGGN/CPGC, DGSCGC/MASC, ...).
- R13 :** associer le ministère des Affaires étrangères et du Développement international aux sujets en lien avec le protocole.
- R14 :** associer les opérateurs de transport (SNCF) aux niveaux central et territorial afin d'identifier et prendre en compte les enjeux liés au transport.



2

PLAN D' ACTIONS

N° action	Libellé	Pilote/modalité	Échéance
A1	Élaborer une nouvelle version du Guide pratique de préparation et de gestion des grands événements de juillet 2010 en y intégrant notamment les éléments de RETEX du 70 ^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie pour en faire un outil plus pratique à destination de l'autorité préfectorale.	DGSCGC/SDPGC/BPERE en relation avec les autres ministères.	1 ^{er} trimestre 2016
A2	Permettre l'intégration des données et l'interopérabilité des outils cartographiques utilisés par les Directions opérationnelles du MININT et les autres ministères pour une exploitation collective et partagées.	DGSCGC/SDPGC/BOGEC en lien avec les autres ministères.	À définir



3 PLANIFICATION

Organisation générale, coordination, pilotage



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Attribution du pilotage territorial de l'organisation à la Préfecture de région et au Conseil régional de Basse-Normandie .	Ce pilotage conjoint a été rendu opérationnel par la mise en place d'une mission régionale spécifique à l'événement.	
Lancement des travaux de planification 14 mois avant le début des commémorations .	Anticipation justifiée au regard des actions à initier et à coordonner.	Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense en charge des anciens combattants a lancé les travaux le 4 avril 2013.
Organisation de la mission régionale en pôles et groupes de travail spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • 5 groupes de travail co-pilotés par l'État et la région : <ul style="list-style-type: none"> - communication ; - projets/initiatives ; - économie/emploi ; - jeunesse/éducation ; - hébergement/tourisme. • 4 pôles pilotés par les services de l'État : <ul style="list-style-type: none"> - cérémonies ; - réglementation/éthique ; - déplacements/mobilité ; - sécurité. 	<p>Au-delà des 3 événements d'envergure mondiale, 1 000 manifestations ont été recensées.</p> <p>3 départements étaient impactés par les événements.</p>
Mise en place d'une communication régionale sur l'évènement : <ul style="list-style-type: none"> - une stratégie de communication partagée avec les collectivités ; - utilisation forte des réseaux sociaux. 	Mise en œuvre opérationnelle de la stratégie exclusivement portée par l'État territorial.	
Mobilisation de volontaires des trois fonctions publiques	<p>Forte implication des fonctionnaires des administrations et collectivités malgré une mobilisation trop tardive.</p> <p>Action à engager en amont dès la planification.</p> <p>Prévoir des briefings avec l'ensemble des volontaires pour éviter les incompréhensions par rapport aux actions à engager.</p>	



Méthodologie de planification



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Exploitation du Guide pratique de préparation et de gestion des grands événements de juillet 2010.	<p>Le « Guide pratique de préparation et de gestion des grands événements » est particulièrement précis et détaillé dans son annexe 1 « préparation de l'événement », parties 3 (la cellule de planification préfectorale) et 4 (le processus de planification).</p> <p>Nécessité de compléter les préconisations du guide en adaptant la méthodologie de planification.</p>	<p>Le guide confie au préfet la capacité à « constituer une cellule de planification préfectorale dédiée dans un temps qu'il appréciera en fonction des circonstances ». Il amène ensuite le préfet, selon un processus itératif, à valider les axes de travail à suivre au cours des diverses phases définitives (1- Initialisation du processus ; 2- Orientation de la planification ; 3- Élaboration du concept d'opération).</p>
Adaptation de la méthodologie de planification des armées.	<p>Identifier sous l'autorité du préfet qui demeure le responsable de l'ensemble du dispositif, une « entité menante » en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none">- du secteur géographique concerné ;- du domaine de compétence requis ;- des missions prioritaires ;- ... <p>Positionner les Directions opérationnelles du MININT en qualité de conseillers du préfet.</p> <p>Identifier les entités concourantes pour conduire chaque mission spécifique et partagée en interservice.</p>	<p>La DGGN a été identifiée comme la force menante du 70^{ème} anniversaire du débarquement.</p>



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Mise en œuvre d'une cellule de planification préfectorale (C2P) placée sous l'autorité du préfet de région	<p>Cette C2P, au travers de sa parfaite connaissance du territoire, a notamment permis d'avoir une vision globale et permanente sur l'événement.</p> <ul style="list-style-type: none">- Dirigée par un sous-préfet territorialement compétent ;- accueillie au sein des locaux de l'hôtel de la préfecture ;- composée de représentants de toutes les forces mobilisées ;- activée 5 mois avant l'événement (janvier 2014) ;- chargée d'élaborer le dispositif organisationnel général des commémorations ;- chargée du pilotage de la planification des dispositifs de sécurité ;- en lien étroit avec la préfecture pour ne pas s'isoler autour de la gestion du grand événement ;- conservation d'une vision globale étendue au-delà de son territoire de compétence (élargissement de la problématique à traiter en raison des flux importants).	<div>Problématiques transport/circulation insuffisamment intégrées.</div>
Définition claire des missions de la C2P précisées lors de l'installation de cette cellule par des documents émanant de l'autorité préfectorale.	Rédaction de : <ul style="list-style-type: none">- lettre de cadrage ;- directive initiale de planification.	
Mise en place d'un mode de fonctionnement continu de la C2P.	<ul style="list-style-type: none">- Un point quotidien ;- une réunion interservices hebdomadaire.	



Organisation de la sécurité



La prise en compte des problématiques de sécurité a fait l'objet d'une approche globale réalisée au delà du cadre strict de la sécurité intérieure. Un juste équilibre a dû être trouvé entre les impératifs de sécurité et les impacts sur la liberté d'aller et venir des habitants (population, touristes, commerçants...). En outre, un large accès aux cérémonies a pu être garanti au public ainsi qu'aux populations locales.



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Identification d'interlocuteurs précis par « type de forces » sous l'autorité du préfet de région	Forces de gendarmerie placées sous l'autorité du commandant de région de gendarmerie. Différents services de la police nationale placés sous l'autorité unique du directeur départemental de la sécurité publique du Calvados.	Il n'y a pas eu de préfet coordonnateur de désigné pour cet événement ; le préfet de région a supervisé l'organisation.
Coordination renforcée par l'appui de l'autorité judiciaire	Mise en place d'un comité de coordination pour les grands événements. Élaboration de fiches de réglementation par la Préfecture (Police administrative) avec l'appui des collectivités et de la DLPAJ. Élaboration d'un mémento de police judiciaire spécifique.	Toute action administrative qui ne prendrait pas appui sur une dimension judiciaire n'aurait été que peu pertinente voire inefficace. Connaissance par l'ensemble des acteurs de la sécurité de la politique pénale spécifiquement définie.
Mise en œuvre d'un dialogue opérationnel de qualité avec le niveau central	Implication des différentes directions du ministère de l'intérieur (et notamment l'UCGE) et le niveau zonal (zone de défense et de sécurité).	Ce dialogue a notamment facilité l'anticipation de l'impact de l'événement sur les services territoriaux par les administrations centrales.
Organisation du renseignement : - prévention de tout acte terroriste - recueillement du renseignement dit ouvert - priorisation des moyens d'interpellation et de surveillance - montée en puissance progressive du dispositif.	Surdimensionnement du dispositif CRS pour le « forum économique ». Veiller à recueillir les bonnes informations via le MAEDI.	



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Déploiement de moyens spéciaux à la hauteur des enjeux.	Planification des moyens NRBC et aériens rendue difficile par la méconnaissance des acteurs des possibilités opérationnelles de chacun. Difficile et tardive prise en compte des minis drones : menace prégnante mais aucune réponse fiable. > nécessité de la poursuite de la réflexion interministérielle.	
Optimisation/rationalisation de l'engagement de moyens.	Objectifs atteints grâce à - la conception de manœuvres - un ajustement de l'arrivée des forces - l'utilisation de nouveaux outils de sécurisation (vidéo-protection et polices municipales notamment) - un choix des sites de cérémonie impliquant des moyens de sécurisation moindres.	Les effectifs mobilisés ont été réduits de plus de 32 % par rapport à ceux mobilisés lors des commémorations du 60 ^{ème} anniversaire en 2004 (et de plus de 52 % pour les armées).
Planification du dispositif mémoriel : - 10 cérémonies internationales ; - nomination des référents militaires de sites par l'officier général de zone ; - nomination des référents civils de sites par le préfet ; - implication des collectivités.	Nécessité d'améliorer les contacts avec le MAEDI (protocole) > établir un lien étroit avec le MAEDI afin d'obtenir une liste complète des personnalités étrangères présentes.	Il conviendra de distinguer celles qui nécessitent une protection rapprochée (action du Service de la protection) <u>et celles qui n'en ont pas besoin.</u>
Gestion des accréditations et invitations : - la définition d'un cahier des charges en commun ; - distribution confiée aux 145 collectivités (145 000) - traitement des cas particuliers (13 000) assuré directement par la préfecture ; - mise en œuvre d'un plan de communication spécifique ; - mode de distribution déconcentré ; - implication des acteurs du tourisme.	Connaissance tardive des horaires des cérémonies > envoi tardif des invitations Listing des invités non finalisé > doublons Commandes multiples > dysfonctionnements dans la production des badges Souplesse apportée par une procédure de distribution par la gendarmerie « Juste à temps » (1 000 supplémentaires).	



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Exploitation en interservices de l'outil cartographique SYNAPSE pour la planification générale.	Vision globale sur l'ensemble du dispositif à déployer.	
Intégration sur SYNAPSE de l'ensemble des données provenant des différents services.	Ergonomie adaptée à l'événement.	
Gestion du badgeage : - mise en place d'une cellule badgeage composée de 15 agents et d'une cellule invitation composée de 10 agents (chargée du criblage et du badgeage de la population riveraine des sites de Ouistreham et de Bénouville) travaillant de concert (fonctionnement intégré) ; - l'association des communes.	Difficulté dans la délivrance des badges pour la cérémonie internationale : - pas de détection des doublons ; - retard dans la délivrance des badges en raison du criblage UCLAT ; - délivrance des badges ralentie à l'approche des événements ; - besoins secondaires identifiés tardivement (presse, vétérans, escortes). <u>Faibles de sécurité</u> du système de badgeage > fiabiliser le système de badgeage > Nécessité d'un service centralisateur.	
Déminage Anticipation de la dépollution de Ouistreham 9 mois avant (septembre 2013).	Sécurisation en plongée de tous les sites entre Ouistreham et Caen recevant paquebots, bâtiments de guerre et/ou de représentation, lieux de cérémonies en bord de canal à partir du 2 juin (mobilisation de 14 démineurs plongeurs).	





Organisation sanitaire



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Prise en compte de la fragilité du public accueilli et mis à l'honneur (vétérans).	Dispositif santé / secours en cohérence par rapport au public accueilli : <ul style="list-style-type: none">- sensibilisation des professionnels de santé (centre hospitalier et médecins libéraux)- prise en charge paramédicale des vétérans- prise en compte des conditions météo.	La mise en place d'une prise en charge dimensionnée et adaptée n'a pas été un obstacle au fait que les vétérans aient été placés malgré tout au cœur du dispositif.
Mobilisation des moyens nationaux > souplesse à la mise en œuvre du dispositif.	L'emploi des moyens nationaux (mobilisation de la plateforme nationale) devrait être modélisé afin d'optimiser la mise en œuvre des moyens sanitaires lors des dispositifs prudents programmés. La planification des dispositifs de réponse à la menace terroriste devra être pleinement intégrée dans le cadre de la mise en œuvre récente des plans zonaux de mobilisation. Élaborer des modèles génériques permettant l'évaluation du dimensionnement du dispositif NRBC lors de grands rassemblements de population.	
Le dispositif sanitaire de prise en charge des vétérans a été justement dimensionné notamment grâce aux trains spécialement affrétés entre Paris et Caen.	Adaptation de l'offre de soins locale à l'événement (notamment en lits de réanimation).	



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Mise en œuvre d'une subsidiarité régionale des moyens sanitaires mise en œuvre au cours de l'évènement (professionnels de santé, logistique et produits de santé).	Réponse sanitaire dimensionnée aux besoins exprimés sur les zones des cérémonies.	La flexibilité organisationnelle a été démontrée notamment lors de la commande en urgence de bouteilles d'eau dans les postes de secours, compte tenu des conditions climatiques.
Remontée de l'information Suivi de la situation sanitaire.	La participation des opérateurs nationaux, des ARS et des acteurs locaux (établissements de santé, etc.) dans la remontée d'information pendant toute la durée de l'évènement a favorisé le suivi optimal de la situation au niveau national. Diffusion de points de situation par le centre opérationnel du MASS a permis d'assurer un suivi régulier de la situation sanitaire lors des cérémonies.	
Le suivi en temps réel de l'évènement.	Action réalisée au PCI au sein de la cellule santé/secours, en liaison notamment avec la Cellule régionale d'appui et de pilotage sanitaire (CRAPS) Basse-Normandie et les cellules de crise du CHU de Caen et du CH de Bayeux. Prévoir la mise en œuvre d'un outil collaboratif de suivi des victimes et partagé par l'ensemble des acteurs de la chaîne santé destiné à la collecte et l'analyse des données santé (mise en œuvre d'une «fiche sanitaire» unique permettant la synthèse des informations).	Différentes initiatives existent sur le territoire national pour répondre à ce besoin. Un recensement des différentes solutions logicielles proposées est en cours au niveau national.
Stockage des produits de santé.	Les conditions de stockage des produits de santé dans les postes sanitaires mobiles avec notamment le respect de la chaîne du froid nécessitent une réflexion approfondie.	La commission « gestion des moyens sanitaires » de l'EPRUS pourrait pleinement répondre à cette mission.



Organisation de la gestion des flux



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
<p>Organisation de la manœuvre « mouvement » 2 objectifs majeurs de cette manœuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">- assurer la fluidité du réseau routier ;- garantir la ponctualité des autorités et des invités aux cérémonies. <p>Principes d'actions :</p> <ul style="list-style-type: none">- une zone de circulation régulée (ZCR) ;- des plateformes multimodales (5) ;- un GOMOUV police / gendarmerie coordonné par un commandement unique + intégration officier CRS ;- opportunité d'un pool GN/PN identifié et dédié aux escortes de dernière minute.	<p>Intégrer avec la manœuvre mouvement les problématiques de circulation (Dispositif circulation à rattacher au « GOMOUV »)</p> <p>Pas de gestion d'ensemble des bus « ministres » et « vétérans ».</p> <p>Appréhender la manœuvre « transport » dans son ensemble par l'intermédiaire d'une structure dédiée à intégrer aux travaux de la C2P.</p>	<p>Carence constatée à BÉNOUVILLE due à un manque de coordination, ainsi que lors des départs invités à Ouistreham,</p> <p>La zone de circulation régulée a été activée le 6 juin et a évolué en fonction des commémorations programmées :</p> <ul style="list-style-type: none">- 6h00 : 145 communes concernées- de 14h30 à 18h00 : 91 communes impactées.
<p>Collaboration active entre l'administration centrale et la SNCF.</p>	<p>Planifier des réunions de coordination en amont avec la Direction de la sûreté SNCF :</p> <ul style="list-style-type: none">- présentation des enjeux de production ferroviaire ;- description de l'organisation générale ;- identification des problèmes majeurs et solutions imaginées ;- description des actions conduites par l'opérateur, séquence par séquence,- évaluation des moyens humains et matériels à mettre en œuvre ;- identification des impératifs qui risquent de compromettre l'action (ex : restitution des voies à une heure fixe pour travaux) ;- évaluation des marges possibles autour de ces impératifs + impacts financiers.	<p>Nécessité d'affecter les mêmes agents de la SNCF et de centre de crise du MEDDE durant la phase planification et la phase de conduite.</p>



4 CONDUITE

Le dispositif s'est avéré efficace et l'organisation mise en œuvre a été une réelle réussite en matière de sécurité et de mobilité :

- aucun incident significatif à signaler en terme d'ordre public
- 136 personnes prises en charge par les équipes médicales
- acheminement dans les délais des autorités et invités
- aucun accident de la circulation
- parfaite conduite de la vingtaine de VO des membres du gouvernement et du PR
- sécurisation fine de l'ensemble des sites, infrastructures et moyens de transport.

Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Exploitation du Guide pratique de préparation et de gestion des grands événements de juillet 2010¹.	Compléter l'annexe 2 du « guide pratique de préparation et de gestion des grands événements » (organisation de la conduite de l'événement) : <ul style="list-style-type: none">- améliorer l'approche du guide pratique dans son volet « Conduite » par des préconisations relatives au fonctionnement du PCI (tenue et fréquence de réunions-points d'étapes, émission et circulation de notes d'attention et/ou de synthèse...) ;- intégrer la tenue d'un exercice dédié à l'ensemble de la chaîne de responsabilité (PCI / PC opératifs / PC tactiques), visant à valider en amont de la conduite de l'événement les processus d'information et de décision ;- formaliser l'utilisation et la valorisation des différentes fonctionnalités de la messagerie ISIS en tant que moyen de communication opérationnelle interministérielle.	<p>Le guide liste des fonctions et présente un « schéma d'organisation des PC pour un grand événement » mais ne s'intéresse pas, en revanche, au fonctionnement effectif de la phase de conduite.</p> <p>Déploiement d'ISIS en cours dans les préfectures.</p>

¹Le « Guide pratique de préparation et de gestion des grands événements » apparaît particulièrement précis et détaillé dans son annexe 1 « préparation de l'événement, parties 3 (la cellule de planification préfectorale) et 4 (le processus de planification). Il confie au préfet la capacité à « constituer une cellule de planification préfectorale dédiée dans un temps qu'il appréciera en fonction des circonstances ». Il amène ensuite le préfet, selon un processus itératif, à valider les axes de travail à suivre au cours des diverses phases définitives (1- Initialisation du processus ; 2- Orientation de la planification ; 3- Élaboration du concept d'opération).



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
<p>Mise en place d'un poste de commandement interservices (PCI) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bonne réactivité ; - organisation spatiale pertinente ; - activation suffisamment précoce (26 mai) ; - forte cohésion interservices ; - réunions de direction efficaces ; - présence d'officiers de liaisons étrangers ; - commandement du PCI par un membre du corps préfectoral connaissant parfaitement le dispositif. 	<p>Direction unique durant tout le déroulement de l'événement (continuité des actions)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'exercices dédiés intégrant l'ensemble de la chaîne de responsabilité PCI, PCS, PC opératif, PC tactique. - Nécessité de disposer d'un guide commun interministériel de la structuration des différents postes de commandement. <p>Chaîne de commandement de la salle de décision vers les PC opératifs perfectible.</p> <p>Conserver en conduite au sein du PCI, la même organisation que celle mise en place en planification plutôt qu'un fonctionnement par services.</p> <p>Dissocier les décisions de niveau stratégique de celles du niveau tactiques (prises au niveau des centres opérationnels spécifiques).</p> <p>Identifier un endroit adapté au dimensionnement du PCI (installation dans la durée).</p>	
<p>Mise en place de 5 PC de secteurs pour activation en cas de crise</p>	<p>Faible plus-value apportée par ces 5 PC de secteur. Évaluer le besoin et la plus value/ PCI.</p>	



Actions engagées	Points positifs / Axes d'améliorations	Observations
Relations entre la SNCF et les centres opérationnels et la SNCF.	Positionner au sein des Centres Opérationnels (COD et/ou COZ) des représentants SNCF « détachés » en qualité de conseillers techniques placés auprès des Préfets en charge d'assurer l'interface avec la cellule de crise régionale SNCF et dont les prises de décision relèvent de son directeur. Apporter aux agents du MEDDE placés dans les cellules de gestion de crise du même niveau d'information que la SNCF.	
Opérations de déminage 70 opérations de sécurisation pour les 23 sites officiels concentrées essentiellement sur les journées des 5 et 6 juin 2014.	Justification des moyens mobilisés.	Effectif de 70 démineurs en plus de l'effectif du centre de Caen et avec la coordination des 50 équipes cynos explos + DCI-CT.
Exploitation de l'outil cartographique SYNAPSE en phase de conduite.	Utilisation limitée à une mise à jour des données au fil de l'eau. Absence d'intégration de données « dynamiques » provenant des différents services impliqués. Manque d'interopérabilité entre les différents outils cartographiques.	





5

FINANCEMENT - BUDGET



En tenant compte dès le début de l'organisation de l'événement des contraintes de disponibilité et des orientations fixées par l'autorité politique, le cadre budgétaire contraint a pu être parfaitement respecté.

La dotation budgétaire globale a été à la hauteur de la mobilisation attendue des services préfectoraux :

- 2,523 millions d'euros ont été mobilisés sur six BOP du ministère de l'Intérieur (307, 152, 161, 176, 216) et un BOP du ministère de la Défense (167) ;
- Le ministère de l'Intérieur a mobilisé au profit de la Préfecture 1, 423 million d'euros (hors titre 2) :
 - BOP 307 (administration préfectorale) : 1 023 000 euros
 - BOP 152 (DGGN) : 150 000 euros
 - BOP 176 (DGPN) : 150 000 euros
 - BOP 161 (DGSCGC) : 50 000 euros
 - BOP 216 (DSIC) : 50 000 euros.
- Le ministère de la Défense a délégué, sous couvert d'une charte de gestion, 880 000 euros (BOP 167) en 2014. 100 000 euros avaient été délégués en 2013 ;
- Le conseil régional de Basse-Normandie, en accord avec le ministère de la Défense (DMPA), a subventionné à hauteur de 110 000 euros, l'organisation des cérémonies.

L'exécution budgétaire et la consommation des crédits ont été conformes aux prévisions et engagements pris :

- l'exécution budgétaire a été réalisée par les plateformes Chorus du SGAMI pour les programmes 152, 161, 176 et 216 et par celle de la préfecture du Calvados pour les programmes 307 et 167 ;
- À l'issue de ces commémorations, le taux de consommation mesuré en autorisations d'engagement s'établit, pour l'ensemble des programmes concernés, à près de 99,5 %.



CONTACTS

Ministère de l'Intérieur

Direction générale de la Sécurité civile
et de la gestion des crises

Sous-direction de la planification
et de la gestion des crises

Bureau de la planification, exercices,
retour d'expérience

☎ 01 56 04 76 64

87-95, quai du Docteur Dervaux
92600 Asnières-sur-Seine

www.interieur.gouv.fr

• Réalisation

Ministère de l'Intérieur
Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises
Sous-direction de la planification et de la gestion des crises
Bureau de la planification, exercices, retour d'expérience

• Photos

Ministère de l'Intérieur/Dicom :
Pierre CHABAUD, Jérôme GROISARD, Aurore LEJEUNE/Dicom,
Francis PELLIER/Dicom, José ROCHA/Dicom.
Ministère de l'Intérieur/Sécurité civile :
Joachim BERTRAND,
Préfecture du Calvados,
Service communication-CHU de Caen.

• Graphisme

Bruno LEMAISTRE/Sécurité civile

Mars 2015